



MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

APPEL D'OFFRES N° 07/CSE/2013

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'ENSEIGNEMENT A RABAT**

**LOT N° 3 : COURANTS FORTS ET FAIBLES - ELECTRICITE -
PRECABLAGE - DETECTION INCENDIE.**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

- Article 1 : Objet du règlement de la consultation
- Article 2 : Renseignements généraux et connaissance des lieux
- Article 3 : Répartition par lot
- Article 4 : Maître d'ouvrage / Maître d'ouvrage délégué
- Article 5 : Composition du dossier d'appel d'offres
- Article 6 : Conditions requises des concurrents
- Article 7 : Justification des capacités et des qualités
- Article 8 : Modification dans le dossier d'appel d'offres
- Article 9 : Retrait des dossiers d'appel d'offres
- Article 10 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents
- Article 11 : Information des concurrents
- Article 12 : Langue et monnaie de présentation des dossiers
- Article 13 : Dépôt des plis des concurrents
- Article 14 : Retrait des plis
- Article 15 : Délai de validité des offres
- Article 16 : Organisation du groupement
- Article 17 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents
- Article 18 : Critères d'évaluation des offres
- Annexe I : Modèle de l'acte d'engagement
- Annexe II : Modèle de la déclaration sur l'honneur
- Annexe III : Modèle du cadre du sous- détail des prix

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE
L'ENSEIGNEMENT A RABAT
LOT N° 3 : COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES**

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION :

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet la réalisation des travaux de construction du siège du Conseil Supérieur de l'Enseignement à Rabat, LOT N°3 : Courants forts et faibles - électricité - précablage - détection incendie.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du Décret n° 2.06.388 du 16 Moharrem 1428 (05 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat, ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret n°2.06.388 précité. Toute disposition contraire au Décret n°2.06.388 est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du Décret n°2.06.388.

ARTICLE 2 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX

Les travaux comprennent l'ensemble des travaux relevant du lot n°3, précisés dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS) et dans les autres pièces constituant le dossier d'appel d'offres.

Le titulaire du présent marché aura à sa charge tous les travaux indiqués dans le CPS nécessaires à la réalisation du lot susvisé; il ne pourra sous-traiter certains travaux que dans les conditions prévues à l'article 84 du décret n° 2.06.388 et aux prescriptions du CPS.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir des indications de nature technique contenues dans le présent dossier pour faire valoir en cours ou en fin des travaux des droits de réclamation.

Les candidats devront obligatoirement soumissionner sur les bases techniques du projet établi par l'Administration. Toute offre non conforme au CPS ou contenant une réserve sera écartée.

ARTICLE 3 : PREPARATION PAR LOT :

Le présent appel d'offres concerne le lot n°3 : Courants forts et faibles - électricité - précablage - détection incendie.

ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE :

- 1 / Le Maître d'Ouvrage est le Conseil Supérieur de l'Enseignement.
- 2 / La Maîtrise d'Ouvrage Délégée est assurée par : Le Ministère de l'Equipeement, du Transport et de la Logistique - Direction des Equipements Publics - Direction Régionale de l'Equipeement et des Transports de Rabat - Salé - Zemmour - Zaër.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret 2.06.388, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Le présent règlement de la consultation ;
- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Le cahier des prescriptions spéciales ;
- Les plans techniques ;
- Les modèles de l'acte d'engagement du marché des travaux (voir modèle annexe I du présent RC) ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur (voir modèle en annexe II du présent RC) ;
- Le modèle du cadre du sous-détail des prix (voir modèle Annexe III du présent RC) ;

ARTICLE 6 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret 2.06.388 précité :

- 1 - Seuls peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes par le Comptable chargé du recouvrement ;
 - Sont affiliés à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
- 2 - Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - les personnes en liquidation judiciaire,
 - les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente,
 - les personnes ayant fait l'objet d'exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du décret 2.06.388 précité.

ARTICLE 7 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES

Conformément aux dispositions de l'article 23 du décret n°2.06.388 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

7.1 / - DOSSIER ADMINISTRATIF

Le dossier administratif doit comprendre :

- 1/- La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés au paragraphe " 1.a " de l'article 23 du décret n° 2.06.388 précité,
- 2/- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent,
- 3/- L'attestation du percepteur délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 22 du décret n° 2.06.388 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé,
- 4/- L'attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale délivrée depuis moins d'un (1) an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2.06.388 précité,

5/- Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu,

6/- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce,

7/ En cas de groupement, une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

Les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir les pièces visés aux paragraphes 3, 4 et 6 ci-dessus délivré par les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance ou le cas échéant une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

7.2 / - DOSSIER TECHNIQUE

7-2-1/ Pour les concurrents installés au Maroc :

Conformément aux dispositions du Décret n° 2.94.223 du 16 juin 1994 relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant, il est exigé des concurrents, la production de la copie légalisée du certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification suivant :

Secteur 10	classe 1	qualification 10.2 et 10.6
------------	----------	----------------------------

En vertu de l'article 14 du Décret n° 2.94.223 du 16 juin 1994 précité, la production de la copie légalisée du certificat de qualification et de classification dispensera le concurrent de la fourniture du dossier technique prévu par l'article 26 du Décret n° 2.06.388 précité

7-2-2/ Pour les concurrents non installés au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du candidat, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé.
- Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les maîtres d'ouvrage qui en ont éventuellement bénéficié. Chaque attestation précise, notamment, la nature des prestations, le montant, les délais et leurs dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.
- En outre, les concurrents non installés au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification doivent justifier avoir réalisé au cours des trois dernières années d'au moins trois marchés de travaux similaires dans le domaine d'électricité courants fort et faible d'un montant supérieur à vingt millions dirhams (20.000.000 DH) pour chaque marché

ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Conformément aux dispositions de l'article 19 paragraphe 5 du décret n° 2.06.388 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour le réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions du § 2.1 de l'article 20 du décret n° 2.06.388 précité.

ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES :

Le dossier est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux indiqués dans l'avis d'appel d'offre dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres indiquée dans l'avis d'appel d'offre. Il est remis aux concurrents dans les conditions indiquées dans ledit avis et conformément aux dispositions du paragraphe 3, article 19 du décret n° 2.06.388 précité.

ARTICLE 10 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 26 du décret n° 2.06.388 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

a/- un dossier administratif (cf. article 7.1 ci-dessus)

b/- un dossier technique (cf. article 7.2 ci-dessus)

c/- l'offre financière doit comporter :

- L'acte d'engagement relatif au marché des travaux, établi comme il est spécifié au § 1 a de l'article 26 du décret n° 2.06.388 précité ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le sous détail des prix établi conformément au modèle annexé au présent règlement.

Le montant de l'acte d'engagement et les prix unitaires du bordereau des prix - détail estimatif doivent être indiqués en chiffres et en lettres.

En cas de discordance entre les indications de prix de ces différents documents, ceux libellés en toutes lettres sont tenus pour bons pour établir le montant réel des actes d'engagement.

d/- l'offre technique

L'offre technique doit être présentée dans un pli à part sous forme d'un mémoire technique sur l'exécution des travaux et comprendra en général tous les éléments demandés comme suit:

d-1 - Moyens humains et matériels:

d-1-1 - Moyens humains :

Chaque concurrent devra présenter :

- L'organigramme (structure et fonction) qu'il propose pour le chantier et ses liaisons avec l'organigramme général du siège. L'organigramme de chantier doit préciser le nombre et la qualification des ingénieurs et techniciens supérieurs qui seront affectés aux travaux du présent lot n° 3. (aussi bien sur le chantier qu'au siège) et doit être accompagné du planning d'intervention des ingénieurs et techniciens supérieurs (Nom, fonction, entité d'affectation dans la structure, périodes d'intervention sur chantier).
- Les curriculum vitae (CV) et diplômes des ingénieurs et techniciens supérieurs qui seront affectés aux travaux ; (aussi bien sur le chantier qu'au siège).

Chaque CV doit être co-signé par le cadre proposé et le Directeur de l'entreprise dont il relève.

d-1-2 - Moyens matériels du concurrent :

Chaque concurrent devra présenter :

- La liste des moyens logistiques du concurrent pour le transport, la manutention, les essais et la mise en marche.

d-2 - Conformité de la solution technique :

Chaque concurrent devra présenter :

- Un mémoire technique descriptif des équipements, appareils et accessoires proposés conformément aux prescriptions du CPS. Ce mémoire doit être accompagné des prospectus, brochures, avis techniques et tout document de présentation du produit proposé pour les équipements cités dans l'article 18 du présent règlement.

d-3 - Planning et Méthodologie de réalisation des travaux :

Chaque concurrent devra présenter les pièces suivantes:

- Le planning qui devra faire apparaître les chemins critiques, les délais butoirs correspondant aux délais partiels proposés et au délai global contractuel, leur début et leur fin et leur enchaînement ;
- La méthodologie de réalisation des travaux détaillée par chapitre sous forme d'une note explicative claire et justificative.

Pour faciliter l'évaluation par la commission, un soin doit être apporté à la clarté de l'explication du cheminement logique existant entre l'organisation du chantier et les moyens humains mis en œuvre d'une part, et l'étude des plannings qui en découlent, d'autre part.

2 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2.06.388 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent,
- L'objet du marché,
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis,
- L'avertissement que «le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres».

Ce pli contient trois enveloppes:

La première enveloppe:

Comprend le dossier administratif, le dossier technique, le Cahier des Prescriptions Spéciales avec toutes les pages paraphées et portant le cachet de l'entreprise, et la dernière cachetée et signée avec la mention « lu et accepté ». Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Dossiers administratif, et technique** ».

La deuxième enveloppe :

Comprend l'offre financière du soumissionnaire (voir article 10 ci-dessus). Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre financière** ».

La troisième enveloppe :

Comprend l'offre technique (voir article 10 ci-dessus). Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre technique** ».

ARTICLE 11 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 2.06.388 précité, tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, sera communiquée le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent.

ARTICLE 12 : LANGUE ET MONNAIE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Tous les documents relatifs à la réponse au présent appel d'offres et tous les textes, mémoires ou notes relatifs à l'exécution du marché y afférent, seront rédigés ou traduits en langue française. **Les documents qui ne sont pas présentés en langue française ne seront pas pris en compte lors de l'appréciation des offres des concurrents.**

La monnaie de l'offre doit respecter les exigences de l'article 18 paragraphe 6 du Décret 2.06.388 du 16 Moharrem 1428 (05 Février 2007).

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret N° 2.06.388 précité, les plis sont aux choix des concurrents:

- Soit déposés contre récépissé à l'adresse indiquée dans l'avis d'appel d'offre ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par l'Administration dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 35 du décret n° 2.06.388 précité.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS :

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2.06.388 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage délégué dans le registre spécial visé à l'article 30 du décret n° 2.06.388 précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 30 du décret n° 2.06.388

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévus à l'article 13 ci-dessus, resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix jours (90) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger le délai de validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 16 : ORGANISATION DU GROUPEMENT

Dans le cas où le concurrent s'organise sous forme de groupement, les membres du groupement auront à désigner parmi eux l'entreprise mandataire qui sera chargée de la coordination et de la liaison avec le Maître de l'Ouvrage Délégué jusqu'à la signature du marché et pendant l'exécution des travaux jusqu'à leurs réceptions définitives.

Les membres constituant le groupement sont solidaires et sont responsables pour la réalisation du présent appel d'offres.

Le groupement devra obligatoirement joindre à son offre une copie certifiée conforme du contrat liant les différents membres du groupement. Ce contrat devra faire ressortir l'importance de la participation dans les travaux de chacun d'entre eux et les dispositions permettant d'assurer la poursuite des travaux en tout état de cause et en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

Il précisera notamment le rôle et l'étendue exacte de la participation (travaux, personnel, matériel) de chacune des entreprises du groupement, la répartition des tâches et le pourcentage du montant initial des travaux alloués à chaque membre du groupement.

Il est à signaler qu'une entreprise ne peut participer au sein de deux ou plusieurs groupements.

ARTICLE 17 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

La commission apprécie, selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent règlement, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif, technique et additif de chaque concurrent.

Les critères qui seront adoptés par la commission, sur la base des documents fournis par les différents candidats, sont les suivants :

1- Entreprise marocaine:

- **Secteur 10 , Classe 1, Qualifications : 10.2 et 10.6**

2- Entreprise non installée au Maroc:

- Réalisation durant les trois dernières années d'au moins trois marchés de travaux similaires dans le domaine d'électricité courants fort et faible d'un montant supérieur à **vingt millions dirhams (20.000.000 DH)** pour chaque marché. Seuls seront pris en considération les ouvrages et prestations pour lesquels des attestations délivrées par les maîtres d'ouvrages et les hommes de l'art sous la direction desquels ils ont été exécutés, sont fournies par le concurrent.

Toute entreprise qui ne satisfait pas au critère cité ci-dessus sera évincée.

ARTICLE 18 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

L'évaluation des offres des concurrents se fera conformément à l'article 39 du décret n° 2-06-388 précité.

La notation sera attribuée suivant la procédure suivante :

I- EVALUATION TECHNIQUE (Nt) :

Une note technique « Nt » variant de 0 à 100 points sera attribuée à chaque concurrent. Cette note tiendra compte de la qualification de l'équipe d'encadrement technique, des plannings des travaux et de la méthodologie proposée ainsi que du schéma organisationnel du plan d'assurance qualité à mettre en œuvre pour assurer la réalisation des travaux conformément aux spécifications du CPS.

1- Moyens humains et matériels N1 (25 points) :

1-1 Moyens humains (20 points) :

Cette note sera attribuée en tenant compte des qualifications, de la compétence et de l'expérience des ingénieurs et des techniciens supérieurs proposés ainsi que de leurs affectations suivant l'organigramme précité.

L'encadrement technique du chantier doit être constitué au moins du:

- Directeur technique;
- Responsable chargé des études et suivi des travaux;

Ayant chacun obligatoirement une expérience suffisante.

Cette note sera répartie comme suit :

✓ **Directeur technique (12 pts)**

Ingénieur ou assimilé hautement qualifié ayant assuré la direction de réalisation de travaux d'électricité pour des grands ensembles similaires.

La note correspondante à ce poste sera décomposée comme suit :

- Les qualifications générales (Diplômes, études supérieures, compétences...) du cadre proposé accompagné d'une copie certifiée, ainsi que la conformité de ces qualifications aux tâches à accomplir pour les travaux du présent lot :

- | | |
|------------------------|-------------|
| - Diplôme d'Ingénieur | : 06 points |
| - Ingénieur assimilé | : 02 point |
| - Autre ou non précisé | 00 point |

NB : Est considéré comme Ingénieur assimilé tout cadre proposé ayant un niveau de formation **Bac + 5**

- Expérience du cadre technique proposé pour ce poste :

- | | |
|--|-------------|
| - Expérience dans le poste ≥ 10 ans | : 06 points |
| - 7 ans \leq Expérience dans le poste < 10 ans | : 04 points |
| - 4 ans \leq Expérience dans le poste < 7 ans | : 02 point |
| - Expérience dans le poste < 4 ans | : 00 point |

NB : La note n'est pas cumulative par tranche.

✓ **Responsable chargé des études et suivi des travaux d'Electricité (08 pts)**

Ingénieur hautement qualifié ayant assuré la supervision des études et des travaux d'électricité possédant l'expérience requise.

La note correspondante à ce poste sera décomposée comme suit :

- Les qualifications générales (Diplômes, études supérieures, compétences...) du cadre proposé accompagné d'une copie certifiée, ainsi que la conformité de ces qualifications aux tâches à accomplir pour les travaux du présent lot :

- | | |
|-----------------------|-------------|
| - Diplôme d'Ingénieur | : 04 points |
|-----------------------|-------------|

- Ingénieur assimilé, technicien supérieur ou : **03 points**
équivalent
- autres : **00 points**

- Expérience du cadre technique :

- Expérience dans le poste ≥ 5 ans : **04 points**
- 3 ans \leq Expérience dans le poste < 5 ans : **02 points**
- Expérience dans le poste < 3 ans : **00 points**

1-2 - Moyens matériels (05 points) :

Chaque concurrent devra présenter :

- La liste des moyens logistiques du concurrent pour le transport, la manutention, les essais et la mise en marche.

Cette note sera répartie comme suit :

- Moyens matériels suffisants : **05 points**
- Moyens matériels jugés moyens : **02 points**
- Moyens matériels insuffisants : **00 points**

2- Conformité de la solution technique N2 : (70 points)

L'attribution de cette note tiendra compte pour chaque sous lot:

- De la conformité de la solution technique aux spécifications techniques du CPS ;
- De l'identification des équipements, appareils et accessoires.

• Cellule MT et Transformateur MT/BT	5 pts
• Groupe électrogène	5 pts
• Câbles électriques	3 pts
• Armoires et coffrets électriques	3 pts
• Dispositifs de protection	4 pts
• Lustrerie	25 pts
• appareillage	4 pts
• Armoire VDI	2 pts
• Câblage informatique	3 pts
• Prises informatiques, Cordons, tiroir, jarretières	4 pts
• Châssis fédérateur	2 pts
• Détecteur Optique de Fumée	2 pts
• Déclencheur Manuel	2 pts
• Avertisseur Sonore	2 pts

NB :

L'entreprise doit obligatoirement fournir la documentation technique détaillée de ces équipements et identifier, clairement le produit ou l'équipement sélectionné.

3- Planning et Méthodologie de réalisation des travaux N3 : (05 points)

Cette note prendra en considération :

- Le caractère réaliste des plannings selon l'organisation et les moyens humains proposés et des rendements.
- L'ordonnancement des travaux d'électricité tel qu'il ressort sur le planning qui devra faire apparaître les chemins critiques, les dates butoirs correspondant aux délais partiels proposés et au délai global contractuel et les interfaces avec les autres corps d'état ;
- La méthodologie de réalisation des travaux à détailler par chapitre sous forme d'une note explicative, claire et justificative.

Cette note sera répartie comme suit :

Planning :

- Planning détaillé des travaux (Approvisionnement, Installations et Equipements) détaillé chapitre par chapitre et par tâche : 03 pts
- Planning peu détaillé : 01 pts
- Planning peu détaillé : 00 pts

Méthodologie :

- Méthodologie de réalisation des travaux à détaillée par chapitre : 02 pts
- Méthodologie de réalisation des travaux non détaillée : 00 pts

NOTE TECHNIQUE GLOBALE (Nt):

La note technique globale sera $Nt = N1 + N2 + N3$

Toute offre ayant obtenu une note technique (Nt) sur cent (100) inférieure à soixante dix (70) sera définitivement écartée sans qu'il soit nécessaire de prendre en compte le prix proposé.

EVALUATION FINALE :

La commission d'ouverture des plis proposera à l'autorité compétente de retenir l'offre financière la moins disante parmi les offres des concurrents retenues à l'issue de la notation technique.

(ANNEXE I)

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° du.....

Objet du marché :

passé par appel d'offres sur offres de prix en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2.06.388 du 16 Moharrem 1428 (05 Février 2007), fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'état ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et leur gestion.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (4), soussigné :(prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu
.....affilié à la CNSS sous le (5) inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n° (5) n° de patente..... (5)

b) Pour les personnes morales

Je (4), soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société)
au capital de:.....adresse du siège social de la société.....
adresse du domicile élu.....
affiliée à la CNSS sous le n°(5) et (6)
inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°(5)
et (6)
n° de patente.....(5) et (6)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir :

- montant hors T.V.A. :.....(en lettres et en chiffres)
- taux de la TVA..... (en pourcentage)
- montant de la T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A.comprise :.....(en lettres et en chiffres)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte(à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom(ou au nom de la société)
à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) supprimer la mention inutile.

(2) indiquer la date d'ouverture des plis

(4) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

1) - mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;

2) - ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(5) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative ou un notaire ou organisme professionnel qualifié.

(6) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(Annexe II)

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation.....
- Objet du marché.....

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu :
affilié à la CNSS sous le n° : (1)
inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°
..... (1) n° de patente..... (1)
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la
société) au capital de:.....
adresse du siège social de la société..... adresse du domicile
élu.....
affiliée à la CNSS sous le n°(1)
inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°(1)
n° de patente.....(1)
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

- Déclare sur l'honneur :

1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2 - que je remplie les conditions prévues à l'article 22 du décret n° 2-06.388 du 16 moharrem 1428 (5 février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;

- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

3 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 22 du décret n° 2-06.388 précité ;

- que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;

4 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

5 - m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue de l'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.

- **certifie** l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

- **reconnais** avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 24 du décret n° 2-06.388 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

(Annexe II)

MODELE DU CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX

N° des prix	Quantités	Montant des matériaux et fournitures	Main d'œuvre	Frais de fonctionnement du matériel (consommable et entretien)	Frais généraux (y compris amortissement du matériel le cas échéant)	Taxes	Marges	Total (1)
1	2	3	4	5	6	7	8	9 = 3+4+...+8

(1) Le montant figurant dans cette colonne doit correspondre au prix unitaire considéré

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DU CONSEIL SUPERIEUR DE
L'ENSEIGNEMENT A RABAT
LOT N° 3 : COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ETABLI PAR :

LU ET ACCEPTE PAR L'ENTREPRENEUR

....., LE

....., LE.....

APPROUVE PAR :

....., LE.....